ÉVÉNEMENTS RÉCENTS

ÉVÉNEMENTS RÉCENTS EN 1997

L'État du monde, Éditions la Découverte, CEDROM-SNi

Hôte en décembre 1996 du 19e sommet franco-africain, le pays a confirmé sa volonté d'affirmer son influence diplomatique; sa capitale, Ouagadougou, siège de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), ayant déjà accueilli les premiers conseils des ministres de l'organisation. Fidèle à ses pairs, le président et capitaine Blaise Compaoré a chaleureusement salué le retour au pouvoir, au Bénin, du général Mathieu Kérékou, au terme des élections de mars 1996, et a reçu le colonel - promu général - Ibrahim Maïnassara Baré, après la réussite de son coup d'État au Niger en janvier 1996. Mais, depuis la disparition du président Félix Houphouët-Boigny (1993), le rêve de leadership régional de B. Compaoré porte ombrage à son allié, le général Étienne Gnassingbé Eyadéma, à la tête du Togo depuis bientôt trente ans. Cela est d'autant plus sensible que les relations se sont normalisées entre le Burkina Faso et le Ghana de Jerry Rawlings, encore suspect aux yeux du dictateur togolais.

Les évolutions politiques à l'intérieur du pays ont préfiguré les échéances électorales de 1997 (législatives) et de 1998 (présidentielle) que le chef de l'État entendait maîtriser dans un climat parfois lourd, à l'image de la condamnation à six mois de prison, pour offense à son endroit, d'un ancien ministre de Thomas Sankara (prédecesseur de B. Compaoré assassiné en 1987) en août 1995. La mise à l'écart, le 7 février 1996, du Premier ministre Roch Kaboré, soupçonné de s'intéresser à la magistrature suprême, a suivi la transformation, le 5 février, du Parti-État, l'Organisation pour la démocratie populaire-Mouvement du travail (ODP-MT) en Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP), dirigé par Arsène Bongnessan Yé, président de l'Assemblée des députés du peuple et de l'Union parlementaire africaine. Face au CDP, qui se réclame de la socialdémocratie après avoir tâté de la révolution et du libéralisme, le Parti pour la démocratie et le progrès (PDP), membre de l'Internationale socialiste et première force d'opposition, dirigée par Joseph Ki Zerbo, a reçu le renfort, en février 1996, de l'Union de la gauche démocratique d'Étienne Traoré, animant à partir d'avril, le Front démocratique burkinabé, réunissant le PDP, les Verts et un groupe d'anciens sankaristes.

Une campagne agricole très moyenne en 1995-1996, une baisse de moitié, entre 1990 et 1995, de la production d'or (au deuxième rang des exportations, derrière le coton) n'ont pas trop affecté l'économie qui a absorbé le choc de la dévaluation du franc CFA en 1994, et dont le déficit budgétaire et la charge de la dette ont été respectivement réduits de 41 % et 25 % entre 1995 et 1996. Réunis à Genève, en octobre 1995, les bailleurs de fonds ont renouvelé leur confiance au pays, malgré la lenteur des privatisations, souvent à l'origine de grèves.